

Le PS n'a plus d'aile gauche

12 OCTOBRE 2018 PAR [FABIEN ESCALONA](#)

Avec les décisions d'Emmanuel Maurel puis de Marie-Noëlle Lienemann de quitter le Parti socialiste, c'est ce qu'il restait de l'aile gauche de ce parti qui disparaît. L'événement est à lire comme un épisode supplémentaire de l'effondrement du PS, qui n'en finit pas de se déliter. Il se traduit par les retrouvailles de tous les courants de gauche ayant fait défection depuis 1993 : Emmanuel Maurel devrait se rapprocher de La France insoumise aux élections européennes.

Attendue, la décision d'Emmanuel Maurel est maintenant officielle. Il quitte le Parti socialiste (PS), retrouve sa liberté et devrait s'en servir pour se rapprocher de La France insoumise aux européennes de mai 2019. Il emmène avec lui, dans des proportions qui restent à déterminer, plusieurs cadres et militants. La première conséquence est celle de la disparition de toute aile gauche au PS – une première depuis la refondation du parti à Épinay en 1971. La seconde se traduit par des retrouvailles tardives entre les partisans de Mélenchon et les héritiers de Chevènement et Poperen, chacun ayant fait son chemin dans et hors du PS à des rythmes différents.



Emmanuel Maurel © Margot L'Hermite

Après ce week-end, il n'y aura ainsi plus de responsable d'envergure pour incarner l'aile gauche socialiste, ni de troupes significatives pour la faire vivre. Plusieurs secrétaires fédéraux ont certes annoncé qu'ils resteraient dans le parti, mais ils devront composer avec une absence de leadership et des effectifs amputés. Et si jamais un courant de taille renaît, qui

s'oppose à une évolution droitière de la direction, il sera dépourvu des filiations historiques, et certainement du contenu idéologique, qui avaient fait la singularité des incarnations de l'aile gauche au cours de ces cinquante dernières années.

Certains membres de l'aile droite pourraient être tentés de croire que « le parti se renforce en s'épurant », selon le célèbre mot de Lénine. « *Il ne faut pas qu'il se gêne* », encourageait ainsi Stéphane Le Foll le mois dernier, à l'adresse d'Emmanuel Maurel. La satisfaction qu'il tirera du départ de ce dernier sera cependant mal placée, et pourrait être de courte durée. D'abord parce que l'existence d'une aile gauche témoignait de l'attractivité d'un PS incontournable dans la conquête du pouvoir. Puisque c'était là que « ça se passait », un peu d'inconfort idéologique pouvait être supporté par ses membres. En retour, la vieille maison socialiste apparaissait accueillante et pouvait s'appuyer sur eux pour entretenir des relations avec les autres gauches, souvent plus radicales.

À cet égard, la dernière scission en date n'a pas le panache de celles qu'avaient menées Jean-Pierre Chevènement en 1993 et Jean-Luc Mélenchon en 2008. Ces derniers avaient beau se sentir défavorisés dans la distribution des responsabilités partisans et des postes électifs, et voir leurs croyances idéologiques piétinées par leur propre parti, le risque de marginalisation qu'ils prenaient en le quittant était énorme – il fut d'ailleurs avéré pour le premier, et surmonté après bien des épreuves par le second.

Depuis 2017, l'inconfort idéologique de Maurel et ses proches a été vécu dans un contexte différent, à savoir celui d'une organisation ayant perdu son statut de grande force d'alternance. Présentant un intérêt stratégique bien moindre, n'offrant plus la perspective de nombreuses charges électives à se répartir, le PS a également vu ses moyens de pression érodés. Ce contexte explique que la défection de l'aile gauche ne soit pas isolée. Elle s'inscrit dans une série de départs moins ordonnés, soit vers d'autres horizons politiques comme La République en marche (LREM), soit, de manière plus silencieuse, vers des rivages éloignés de la vie militante.

Minoritaires pour toujours dans une organisation déchu

Si le reste du PS n'a guère de motif de réjouissance, c'est ensuite parce que le départ d'Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann ne règle aucun des problèmes rencontrés par le parti. L'aile gauche a eu bien peu de responsabilités dans la débâcle électorale de l'année 2017, et dans les déroutes qui l'avaient précédée en 2014 et 2015. Que cette aile gauche soit présente ou absente, l'impossibilité pour le PS reste la même, à moyen terme, d'occuper un espace autonome et victorieux entre la majorité macroniste et l'opposition de gauche dominée par La France insoumise (FI). De plus, le poids du courant de Maurel dans le parti (18,8 % pour la motion « L'Union et l'espoir » au congrès d'Aubervilliers en avril 2018) ne constituait en rien un obstacle pour les autres sensibilités dirigeantes.

Cette donnée constitue d'ailleurs une des raisons majeures qui ont décidé les responsables de l'aile gauche à la scission. Avoir recueilli un soutien aussi faible parmi les militants, en dépit du cataclysme causé par un exécutif socialiste gouvernant *contre* les préconisations de cette même aile gauche, ne pouvait que les conforter dans l'idée que *jamais* une fenêtre d'opportunité ne s'ouvrirait pour peser réellement. Non seulement ils étaient minoritaires dans une organisation déchu, mais ils le seraient certainement pour toujours.

L'événement qui vient de se produire est ainsi le fruit d'un arbitrage bien connu entre les deux options qui s'offrent aux membres insatisfaits d'une organisation : la prise de parole (pour exprimer un mécontentement et suggérer une alternative), ou la sortie (faire défection pour une autre organisation plus accueillante). Le sociologue Albert Hirschman, qui a offert un modèle théorique de ces comportements, faisait valoir que la prise de parole est favorisée par le loyalisme. Mais l'attachement à une organisation, en l'occurrence le patriotisme de parti, n'est pas inconditionnel ni intangible. Selon Hirschman, « *le loyalisme implique chez celui qui le professe la conviction qu'il a un rôle à jouer et l'espoir que, tout bien pesé, le bien prévaudra sur le mal. Ces deux traits distinguent nettement le loyalisme de la foi* ».

De façon symptomatique, les membres du courant Maurel qui ont fait le choix de rester mettent volontiers en avant leur fidélité au parti. Lui-même, dans son entretien au *Monde*, invoque son attachement « *aux traditions et aux rites* » du PS pour expliquer le timing tardif de son choix. Mais lui et ses proches, pour continuer à citer Hirschman, ont fait « *le calcul fondé en raison qu'il leur sera [im]possible d'agir de l'intérieur pour réaliser des réformes ou des améliorations* ». Le PS n'est plus une organisation « *chancelante mais récupérable* » grâce à la prise de parole. Elle est tout bonnement devenue obsolète.

Quant à l'importance de préserver le PS comme un carrefour des gauches, également mise en avant par celles et ceux qui ne se résolvent pas à la défection, elle apparaît tout aussi anachronique. Pour la plupart des élites socialistes, cette fonction de rassemblement n'avait de sens que dans le cadre du mécanisme régulier d'alternance droite/gauche. Or cet ordre électoral s'est évanoui depuis 2017, et les dirigeants actuels du PS renvoient Mélenchon à un « *populisme* » honni.

Vers une (ré)unification asymétrique des ailes gauches ?

Au-delà de ses conséquences immédiates – rendre encore plus exsangue le PS et offrir bientôt une perspective d'alliance à la FI –, cette scission se traduit par les retrouvailles tardives entre des ailes gauches différentes mais peu à peu marginalisées, toutes conduites à la défection après un processus plus ou moins long de « dé-fidélisation » à l'institution partisane. Maurel, qui fit ses premiers pas au PS auprès des poporénistes, s'est déjà rapproché avant son départ du MRC, qui est le fruit d'une précédente scission du courant Chevènement il y a vingt-cinq ans. Avec eux, il cherchera une alliance avec la FI dirigée par Mélenchon et ses proches, dont le départ du PS date de dix ans.

Toutes ces ailes gauches ont eu leur spécificité, mais ont partagé une même opposition à la mouvance des « *modernisateurs* », un label utilisé dans d'autres partis de centre-gauche pour désigner ceux qui ont accepté le cadre de la mondialisation néolibérale, et décidé d'y adapter les objectifs et méthodes de la social-démocratie historique. Les modernisateurs peuvent connaître des divergences internes, comme cela s'est produit lorsque les proches de Martine Aubry se sont opposés à la loi El Khomri. Pour ces derniers, il était possible d'assumer l'insertion dans la compétition globale tout en préservant des compromis sociaux de qualité.

Mais la différence des modernisateurs avec l'aile gauche tient à la volonté persistante de celle-ci de contester le « cadre » qui justifie la pente sociale-libérale. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'insistance de Maurel et Lienemann sur la question européenne, à quelques mois d'un scrutin portant sur cet enjeu. La possibilité de désobéir aux traités est au cœur de leurs revendications. Rappelons que le départ de Mélenchon s'était décidé avec les élections

européennes de 2009 en ligne de mire, avec l'objectif de rassembler « *l'arc du non de gauche* ». Quant à la scission du courant de Chevènement, elle s'était produite à l'issue de la guerre du Golfe qui avait entraîné la démission du gouvernement de ce dernier, mais aussi après l'engagement du PS pour le traité de Maastricht. Là encore, la fondation d'un parti concurrent, le Mouvement des citoyens (MDC), s'était faite un an avant le scrutin européen de 1994.

À partir de 1983 jusqu'à aujourd'hui, les résistances à la reconversion du PS en « *social-démocratie de marché* » ont cependant arboré des visages différents. La plus précoce a été celle des chevènementistes, qui apparaissaient déjà comme l'aile gauche turbulente du parti dans les années 1970, après avoir aidé François Mitterrand à en prendre la tête. Leur courant, qui comptait d'autres figures importantes comme celle de Didier Motchane (*voir son dernier entretien pour Mediapart*), s'appelait le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste).

Affichant une ambition de transformation socialiste, il avait pour cap stratégique, à travers l'union de la gauche, de forcer au dépassement une social-démocratie guettée par l'impuissance, et un communisme orthodoxe perclus de réflexes bureaucratiques autant qu'inféodé à Moscou. Leur description des idéologues sociaux-démocrates donne un aperçu de leur radicalité rhétorique : « *Comme une éponge imbibée d'eau de vaisselle, leur discours transpire l'idéologie bourgeoise, que ces vieux serviteurs de la collaboration de classes passent leur temps, avec délices, à récuser* » (*Clefs pour le socialisme*, 1973).

DAVID HANLEY

Keeping left?

Ceres
and the
French Socialist Party

A CONTRIBUTION TO THE STUDY OF
FRACTIONALISM IN POLITICAL PARTIES

Le politiste David Hanley, qui a consacré un ouvrage scientifique au CERES (sans équivalent en français), estime que ce courant a péché par un « *volontarisme* » excessif. Ses dirigeants sous-estimaient la sclérose du PCF, autant que les résistances internes au PS à leur cap révolutionnaire. D'un autre côté, ils surestimaient probablement la demande de changement dans la société, Mitterrand ayant pris garde d'atténuer la radicalité programmatique de sa plateforme au fur et à mesure qu'approchait le scrutin présidentiel de 1981. À l'épreuve du pouvoir, le CERES n'a pu que constater l'atonie populaire (contrairement à 1936), la subordination du PS vis-à-vis d'un pouvoir exécutif se coulant dans les privilèges de la V^e République, et l'absence de dynamique socialiste dans les pays d'Europe du Sud avec lesquels le CERES préconisait un « *compromis géographique* » pour échapper à la tenaille Est/Ouest et à l'influence américaine.

Toutes les conditions que le CERES savait nécessaires à une offensive socialiste étaient devenues absentes en 1981. Sans approuver le tournant de la rigueur imposé par Mitterrand, ses dirigeants ont alors organisé un repli sur l'idéal républicain, dont le MDC puis le MRC furent ensuite les traductions partisans hors du PS. Comme le raconte Pierre Rosanvallon dans son dernier livre, leur critique économique et sociale s'est alors mâtinée de « *forts accents anti-modernes et nationalistes* ». David Hanley en apporte une explication sociologique, soulignant que la plupart des initiateurs du CERES étaient des énarques, pétris d'une tradition dirigiste et d'un « *savoir sur l'État* », qui a pu déboucher chez certains sur une « *vénération* » de la puissance publique nationale.

Formé à l'école mitterrandiste avant de fonder la Gauche socialiste (GS) avec Julien Dray au début des années 1990, Mélenchon appartient à une histoire différente. Jusqu'à aujourd'hui encore, il s'est distingué des héritiers du CERES par une capacité d'évolution doctrinale bien supérieure, notamment vis-à-vis de l'écologie et du libéralisme culturel. En quittant le parti au moment de la grande crise économique de 2008, il a bénéficié d'un contexte plus porteur que les chevènementistes lors de leur propre sortie. Ses concurrents, du côté du PS comme du reste de la gauche radicale, étaient épuisés, tandis qu'une base sociale élargie et radicalisée à la faveur de la crise pouvait s'intéresser à sa « *révolution citoyenne* ».

L'enjeu européen, on l'a dit, a été au cœur de son départ, mais aussi des prémices de sa défidélisation vis-à-vis du PS. L'expérience de la campagne référendaire de 2005 fut une « *révélation* », selon le mot choisi par Stéphane Allières et Lilian Alemagna dans leur biographie du tribun, une étape fondatrice dans le sentiment d'étrangeté qu'il a ressenti à l'égard de son parti, comme dans la conviction progressive que des victoires étaient possibles sans l'appui de la vieille maison. Son association « Pour la République sociale » (PRS), à l'instar de celle lancée par Chevènement avant le MDC, et de « Nos causes communes » lancée par Maurel avant son départ, lui aura servi de « sas » pour mettre un pied en dehors du PS tout en gardant l'autre à l'intérieur, le temps de vaincre les dernières hésitations.

LIRE AUSSI

- Marie-Noëlle Lienemann quitte le PS: «Il faut un nouveau Front populaire» PAR [PAULINE GRAULLE](#)
- A Marseille, l'aile gauche du PS et Jean-Luc Mélenchon amorcent leurs retrouvailles PAR [PAULINE GRAULLE](#)
- Au PS, l'impossible rentrée politique PAR [PAULINE GRAULLE](#)

Emmanuel Maurel a beau être resté proche de Mélenchon après avoir été son assistant parlementaire, il fit ses premiers pas militants dans le courant de Jean Poperen. Contrairement aux dirigeants du CERES, ce dernier n'a pas souhaité camper à l'aile gauche du parti, en dépit de son opposition au tournant de la politique économique en 1983. Lui-même défendait un « *nouveau contrat socialiste* », et ne se décida à présenter une motion distincte de la majorité qu'en 1990. Son courant s'est toutefois désagrégé au cours de la décennie suivante, beaucoup d'anciens poperénistes ayant rejoint en 2002 le courant « Nouveau Monde », fondé par Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon.

C'est après bien des vicissitudes internes – qu'on épargnera au lecteur, mais qui comprennent les allers-retours de Benoît Hamon entre la majorité « modernisatrice » et l'aile gauche du parti – que Maurel se retrouvera en position de dernier représentant de l'aile gauche socialiste avec Marie-Noëlle Lienemann, qui a finalement fait le choix de la défection à ses côtés. S'ils espèrent constituer un « *front populaire* » avec la FI de Mélenchon, celle-ci a pris une longueur d'avance. Doctrinale et stratégique, avec l'écosocialisme et le rassemblement du « *peuple* » comme viatiques, là où Maurel et Lienemann incarnent encore un socialisme de résistance assez traditionnel. Électorale et organisationnelle, également, avec des effectifs de militants et d'élus nationaux bien supérieurs aux nouveaux venus à la gauche du PS.